

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 17999 - 70ÈME ANNÉE

Solidarité avec les planteurs

Le PCR réagit au communiqué de la Chambre d'Agriculture sur la baisse des dotations à la filière canne



Le PCR demande à François Hollande de tenir ses engagements. Il ne doit pas y avoir un discours à La Réunion et un autre différent à Paris.

Le Parti communiste réunionnais aux côtés des planteurs. Le PCR appelle les parlementaires à agir pour que la filière canne ne subisse pas une baisse de la subvention de l'Etat. Le PCR demande également au président de la République de tenir ses engagements sur ce sujet.

Dans un communiqué, la Chambre d'Agriculture s'inquiète de la baisse des subventions d'État allouées à la filière canne, inscrites au budget 2015. Elle vient d'écrire au Président Hollande ainsi qu'aux Parlementaires de La Réunion pour tenter de redresser cette mauvaise proposition.

Pour sa part, le Parti Communiste Réunionnais, fidèle à son soutien indéfectible au monde agricole, salue

l'initiative de la Chambre. En effet, cette réduction budgétaire vient confirmer que désormais, à Paris, le gouvernement agit comme si la filière canne est finie. Il y aurait ainsi un langage présidentiel différent à Paris par rapport aux propos tenus à La Réunion, en août dernier. Ceci est un message très négatif que ne manquera pas d'exploiter Bruxelles alors même que les autorités européennes doivent statuer sur une augmentation de 38 millions d'euros d'aide à la filière, à la demande

du Président Français.

Le PCR s'associe pleinement aux inquiétudes des professionnels et demande à son tour au Président de la République de respecter ses engagements pris devant les Réunionnais de soutenir la pérennisation de la filière canne. Il appelle tous les Parlementaires de ne pas abandonner les planteurs et à faire bloc derrière la Chambre d'Agriculture pour sauvegarder un pan entier de notre économie.

Qui défend les Réunionnais ?

Projet de budget 2015 : fossé entre le discours tenu à La Réunion et les actes accomplis à Paris

Deux mois après la visite de Hollande, le PCR a alerté la population sur un nouveau coup porté aux planteurs. Rien de ce qui avait été annoncé par le président de la République n'est dans le projet de Budget 2015. Il a fallu que ce scandale soit rendu public à La Réunion pour qu'enfin une réaction se dessine. La mobilisation de dernière minute des députés suffira-t-elle ?

Financement du logement social, menace sur la filière canne, soutien aux entreprises, emplois d'avenir: l'intergroupe des parlementaires de l'Outre-mer demande au gouvernement de revoir sa copie. Le projet de budget 2015 ne répond pas aux engagements du gouvernement, souligne l'intergroupe qui a fait par écrit ses observations au président de la République. Cette lettre a été rendue publique dans la nuit de lundi à mardi.

Voici comment Georges Patient, président de l'Intergroupe parlementaire des Outre-mer, présente l'initiative de cette instance. Rappelons que l'Intergroupe rassemble notamment les députés de La Réunion, ceux qui soutiennent le gouvernement qui présente un budget très inquiétant:

« L'Intergroupe Parlementaire des Outre-mer (IgPOM), a adressé au Président de la République vendredi dernier 31 octobre 2014. Il y rappelle que les parlementaires ultra-marins restent vigilants sur le respect des mesures annoncées par le Président de la République lors de ses derniers déplacements dans les Outre-mer et souhaitent vivement leur reprise dans le projet de loi de finances 2015. Ces mesures concernent :

- le crédit d'impôt compétitivité emploi;
- le logement;
- l'agriculture;
- les emplois d'avenir;
- les dotations relatives à la Polynésie française au sein du budget des Outre-mer. »

Le PCR alerte la population

Sur le CICE, l'Intergroupe demande qu'il grimpe à 12%. Pour le logement intermédiaire, c'est la revendication de porter le plafond de défiscalisation de 10000 à 18000 euros afin de relancer une filière en panne.

Pour l'agriculture, l'Intergroupe alerte sur la baisse de la subvention à la filière canne, et interroge sur ce qu'il advient de l'aide annuelle supplémentaire de 38 millions d'euros à partir de 2017.

Pour les emplois d'avenir, c'est la demande d'étendre à tous les départements d'outre-mer le soutien de l'État à hauteur de 90% du salaire net promise pour La Réunion.

La publication de la lettre a coïncidé avec celle de l'article de Témoignages relatant l'initiative de la Chambre d'agriculture de La Réunion. Cette dernière a alerté François Hollande sur la baisse prévue des crédits alloués par l'État à la filière canne.

Hier matin, le PCR a fait part de sa solidarité avec les planteurs en alertant l'opinion sur la manœuvre prévue par Paris, bien différente du discours tenu par François Hollande à La Réunion. Le PCR appelait aussi les députés à se bouger.

Propos rassurants des députés contredits

Parmi ces derniers, deux d'entre eux ont choisi de rendre publiques leurs actions. Jean-Jacques Vlody et Jean-Claude Fruteau disent: les doléances sont entendues par le gouvernement. Il reste à confirmer ces propos dans la discussion parlementaire.

Le gouvernement sait que La Réunion est en crise. Lors de sa visite, François Hollande a tenu des discours rassurants. Il a dit ce que ses interlocuteurs attendaient. Agriculteurs, patrons, élus... : beaucoup ont applaudi et ont dit que le président de la République les avait entendus.

Trois jours après la visite, voici ce que disaient des parlementaires socialistes, cité par le JIR.

Jean-Claude Fruteau : « Il y avait tant d'attente et il y a eu tant de résultats ».

Jean-Jacques Vlody: « Si après cette visite, il y a encore des critiques, alors on pourra les taxer de mauvaises fois ».

Patrick Lebreton: « Nous voulons que ce qui a été annoncé devienne réalité et le plus vite possible. La concrétisation, c'est maintenant ».

Quant à Michel Vergoz, il disait que François Hollande « a retourné la tendance en une journée ».

La veille, Monique Orphé avait jugé la vi-

site très positive, car les Réunionnais n'avaient pas été traités « d'assistés ». Et elle avait donné la liste des fonds promis.

Qui défend les intérêts des Réunionnais ?

Deux mois plus tard, la présentation du projet de budget 2015 est en contradiction avec ces propos si enthousiastes. Le texte montre le fossé entre les promesses et les actes. Même les députés qui ont vanté le bilan de la visite de François Hollande sont obligés de reconnaître par écrit que le compte n'y est pas et qu'il a fallu qu'ils interviennent de nouveau pour qu'une partie de ce qui a été dit puisse avoir tout de même une chance d'être voté.

Cette situation pose deux questions. Tout d'abord, comment expliquer qu'avec autant de députés de La Réunion membres de la majorité, les annonces de François Hollande à La Réunion ne se soient pas concrétisées dans le projet de loi présenté par le gouvernement ?

Ensuite, si le PCR n'avait pas alerté publiquement toutes les couches de la population, les députés auraient-ils été si prompts à réagir ?

Ce débat autour du projet de Budget 2015 permet en tout cas de constater que l'objectif du gouvernement est clair: l'austérité doit s'appliquer à La Réunion même si sa situation est sans aucune comparaison avec celle de la France. Or, si les interventions de dernière minute des députés sont suivies d'effet, elles ne remettent pas en cause l'essentiel: la baisse des dépenses de l'État, et la diminution de la subvention aux collectivités qui a des traductions bien concrètes pour la population. Ce qui veut dire que la situation va encore se dégrader après le vote de l'Assemblée.

M.M.

Edito

Le triple-président de la Région, de la SEMATRA et d'Air Austral multiplie les couacs

Ainsi, le triple-président de la Région, de la SEMATRA et d'Air Austral a décidé d'annuler sa manifestation de Saint-Paul dont le motif avoué était la « continuité territoriale ». Les médias qui se trompent sur lui et trompent l'opinion le voyait déjà en habit de pourfendeur du gouvernement qui a failli sur ce dossier. Après l'échec qu'il a subi en séance plénière du Conseil Régional, le voilà qui jette l'éponge. C'est presque définitif.

En effet, l'argument avancé pour expliquer l'annulation de la manifestation du 9 novembre à St Paul repose sur la présence de Hortefeux et la course Odyssée qui auraient pu lui créer une concurrence. Les faits sont réels, mais la concurrence est réciproque. Pourtant, les autres maintiennent leurs manifestations. Il aurait pu décaler. Il a préféré annuler.

La première raison est politique. La manifestation devant la préfecture a été organisée à l'appel de 11 maires et du Conseil Régional. Les organisations politiques, notamment UMP et UDI ont été prises de vitesse par l'initiative du triple-président. La précipitation et la personnalisation à outrance de l'opération a conduit à une mobilisation mitigée. Cette fois, les organisations lui ont posé leurs conditions, et l'arrivée du lieutenant de Sarkozy, Hortefeux, a fait la suite. Il a préféré reculer.

La grande leçon à retenir, c'est que l'homme se montre de plus en plus fragilisé par ses initiatives personnelles, précipitées et hasardeuses. Il multiplie des couacs. Par exemple, la séance plénière qu'il a consacrée au dossier de continuité territoriale s'est retournée contre lui. Bientôt, il aura à rendre des comptes de sa gestion de la compagnie d'Air Austral qui se préparerait à acheter 2 Boeing, si...et seulement si, le gouvernement mozambicain accepte un deal ! La France est sous pression à cause d'un endettement hors de contrôle, lui en profite pour jeter des centaines de millions d'euros à la mer. La liste est longue.

Pourra-t-il être encore sauvé par les médias qui sont fascinés par ses certitudes et son bagou?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re



Tout comme le barrage de Sivens, la route en mer réunit les conditions de la catastrophe écologique.

Affaire à suivre en lien avec le débat sur la route en mer

Barrage de Sivens : Ségolène Royal veut « trouver des solutions »

La ministre de l'Écologie Ségolène Royal a reçu hier les acteurs concernés par le barrage de Sivens, dans le Tarn, afin de « trouver des solutions ». Alors que le projet est financé par le Conseil général, l'État s'implique dans la décision sur le devenir de cette infrastructure.

Hier, avant de rencontrer les acteurs concernés par le barrage de Sivens dans le Tarn, Ségolène Royal était invitée sur un plateau de télévision. Pour la ministre de l'Écologie, « on n'est pas dans le tout ou rien. J'entends dire 'on va reculer, on va avancer, on va s'obstiner ». Non, ce n'est pas comme ça que les choses se passent », a-t-elle assuré sur France 2. Ajoutant qu'il faut « que chacun accepte de renoncer à une partie de sa vérité pour construire une vérité collective au service du pays ».

Assurant ne pas vouloir « se substituer » au conseil général du Tarn, maître d'ouvrage, elle a rappelé que l'objectif de cette réunion était de « trouver des solutions ». Pour cette dernière, « le moment est venu de donner une suite au rapport que j'ai commandité ». Concernant l'arrêt du projet, la ministre a expliqué que « les différents scénarios » seront examinés avec les rédacteurs

des deux rapports commandés. Pourtant Ségolène Royal semble avoir son avis sur ce projet visant à créer une retenue d'eau pour l'irrigation de terres agricoles. Le rapport indique que « les solutions alternatives n'ont pas été sérieusement étudiées, que les compensations environnementales ne sont pas suffisantes et qu'il y a une incertitude au niveau du financement, car les fonds européens ne peuvent pas intervenir pour financer une extension de l'irrigation », a-t-elle rappelé.

Cette expertise se rapproche de celle portée à la connaissance du public réunionnais sur la Nouvelle Route du Littoral, dont les enjeux économiques, environnementaux et financiers pour la Région restent encore très flous, malgré la volonté du président de la Région, Didier Robert, de rassurer et d'assurer de la bonne tenue des finances et de la préservation de l'environnement.

À un an de la conférence internationale sur le Climat à Paris, le gouvernement fait face à de nombreux projets polémiques, comme l'aéroport de Notre Dame des Landes, le barrage de Sivens et la NRL, dont les financements sont hasardeux et les impacts environnementaux assurés.

Malgré tout, à La Réunion, le projet est maintenu et soutenu par le gouvernement, qui a réitéré son soutien financier et politique à cette route, bien qu'en France, les deux projets ont été remis en question et freinés avant le lancement réel des travaux. Un sursis pour les réunionnais, qui souhaiterait manifester contre cette NRL, dont les effets vont peser sur l'île durant plusieurs décennies.

Céline Tabou



Le métro léger est un type de matériel se rapprochant du tram-train tel que celui-ci circulant entre La Défense et Issy les Moulineaux.

L'Inde va financer 600 millions de dollars du métro léger

Le projet de chemin de fer avance à Maurice

Alors qu'à La Réunion Didier Robert a mis un coup d'arrêt au tram train, le gouvernement mauricien a profité de la visite de la ministre des Affaires étrangères de l'Inde, Sushma Swaraj, d'obtenir un financement de 19.5 milliards de roupies, soit 600 millions de dollars pour la réalisation d'un chemin de fer à l'île Maurice: le métro léger.

Le gouvernement indien a offert à Maurice un prêt de 400 millions de dollars (Rs 13, 5 milliards) via la banque indienne Exim Bank à taux d'intérêt préférentiel et une ligne de crédit de 200 millions de dollars (Rs 6 milliards), soit au total Rs 19, 5 milliards pour la réalisation du projet métro léger. La ministre des affaires étrangères indienne, Sushma Swaraj a annoncé la nouvelle officiellement, dimanche dernier, lors d'un tête-à-tête avec le Premier ministre, Navin Ramgoolam.

Le gouvernement mauricien a donné la priorité au développement de l'infrastructure. Il a décidé de solliciter l'expertise singapourienne. Un

consultant, Singapore Corporation Enterprise a conseillé les autorités mauriciennes et a proposé le corridor Curepipe-Port-Louis. C'est d'ailleurs sur les recommandations du consultant que le contrat a été alloué à la société indienne Afcons Infrastructure Ltd pour la concrétisation du projet. Afcons Infrastructure Ltd est le troisième plus grand groupe de construction en Inde. Cette société est positionnée comme leader dans la construction de réseau ferroviaire et de métro à travers l'Inde. Elle est la première société indienne à avoir construit une station de métro souterraine à Calcutta.

Le but de la construction d'un mé-

tro à Maurice est de réduire la congestion routière, d'encourager le transport public, d'améliorer la qualité du transport public, d'améliorer l'image de Maurice, mais également préserver l'environnement par un transport propre.

Rappelons qu'à La Réunion, une coalition d'élus menée par Didier Robert a pu bénéficier d'appuis si importants qu'elle s'est permise de dire en toute impunité aux Réunionnais : « vous ne méritez pas un tram-train, contentez-vous de rouler dans des bus ».

Sanjiv Dinama



L'hégémonie du dollar est une conséquence de la Seconde guerre mondiale. La présence du FMI et de la Banque mondiale à Washington est une illustration. Mais le monde change.

Sommet de la Coopération économique pour l'Asie Pacifique (APEC) -3 -

La guerre au dollar est lancée

En août 2014, la Chine et la Russie s'accorde sur les échanges de devises nationales afin de « mettre un terme à l'hégémonie du dollar », ont assuré des observateurs occidentaux. Deux mois plus tard, c'est la Chine et Singapour qui renoncent au dollar dans leurs échanges, préférant le yuan, à quelques jours du Sommet de l'APEC.

La « guerre financière de l'Occident », comme l'a nommé le journal allemand Die Welt, a débuté en 2009, lorsque Pékin a lancé un programme pilote permettant aux entreprises chinoises de facturer leurs exportations en yuan, et en offrant la possibilité aux entreprises de payer leurs importations en yuan.

Les résultats se sont avérés concluants pour les Chinois, si bien qu'ils ont décidé de signer des accords avec différents pays comme le Japon, la Malaisie, les États-Unis, Nouvelle-Zélande, l'Angleterre, l'Australie et la Russie. Les récentes annonces de coopération et de

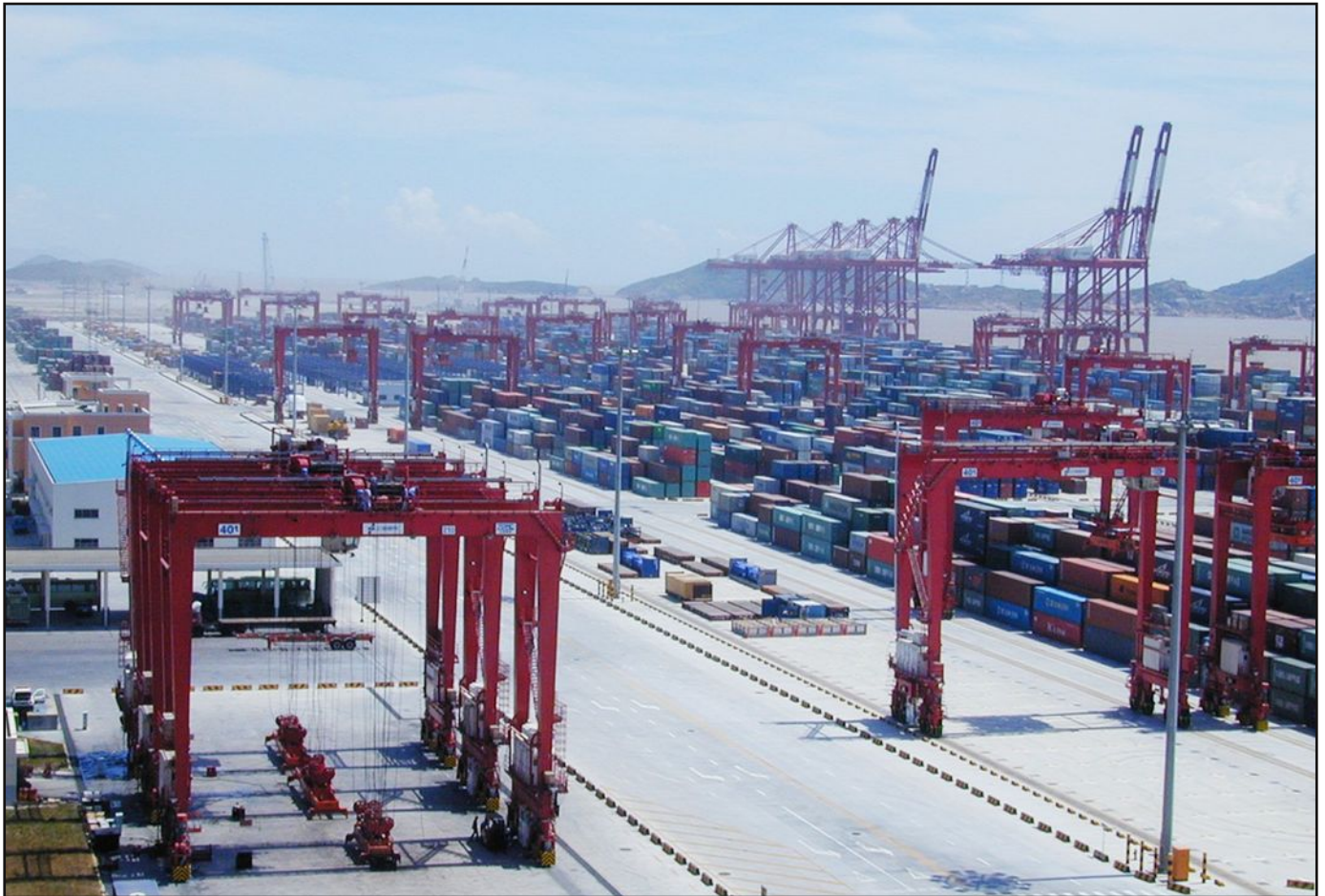
création de fonds et de banque de développement entre les pays émergents et la Chine sont des moyens de pression sur le dollar américain et sa politique.

En effet, le prochain sommet de l'APEC, placé sous le thème « Construire l'avenir à travers un partenariat en Asie-Pacifique », aura une dimension financière importante. En effet, au-delà de la crise économique et financière internationalisation lancée par les États-Unis, les pays émergents tiennent à conserver leur avances, même minime, sur les occidentaux. Raison pour laquelle, s'allier à la Chine, seconde puissance mondiale, reste le

principal objectif.

Des transactions dominées par le yuan

Par la suite, plusieurs alliés asiatiques ont préféré la monnaie chinoise au dollar américain. Après l'Asie, la banque centrale chinoise a autorisé le China Foreign Exchange Trading System d'effectuer les transactions directes du yuan vers l'euro, a annoncé en septembre, la banque.



Le port de Shanghai (photo ci-dessus) et de Singapour sont les deux plus importants du monde en termes de trafic containers. Les échanges entre ces deux pays ne se feront bientôt plus en dollars.

« Les transactions directes yuan-euro sont favorables pour réduire les coûts de change pour les acteurs du marché », a indiqué la Banque populaire de Chine (BPC). Ces transactions yuan-euro obtiendront un « soutien actif », afin selon la structure d'approfondir les relations économiques et financières bilatérales ». Cette démarche n'est pas nouvelle, au début de l'année, Pékin a permis des transactions nationales directes vers la livre sterling anglaise et le dollar néo-zélandais.

L'objectif de Pékin est d'internationaliser sa monnaie, en vue de se défaire de la domination occidentale, et tout particulièrement américaine. Ainsi, la Chine a plusieurs objectifs à la fois commerciaux, stratégiques et idéologiques. Cette internationalisation du yuan permet de diminuer le risque de change pour les entreprises chinoises et contribue à l'expansion du commerce chinois, notamment vers d'autres économies émergentes.

Selon un rapport des Ministères de l'Économie et des Finances et du commerce extérieur, « le yuan reste la seule des devises des six plus grandes économies du monde qui n'est pas encore une monnaie de réserve, ce qui confère au processus

une forte dimension politique ».

Remettre en question la domination américaine

Pour Iakov Berguer, expert de l'Institut de l'Extrême-Orient, cité par La Voix de la Russie, « cette tendance gagne en force par rapport à de nombreuses monnaies. La Chine développe le swap dans des contrats avec près de 30 pays ». Ce dernier a assuré que « l'internationalisation du yuan accroît la stabilité du système monétaire mondial et diminue la domination du dollar exposé à de fortes fluctuations. Le yuan fait participer aux échanges monétaires sans dollars les monnaies des pays avec lesquels la Chine développe ses échanges commerciaux et monétaires ».

Cet objectif se traduit dans la création de la banque asiatique d'investissement et dans la volonté affichée auprès de ses voisins de la nécessité de créer une zone de libre-échange régionale. L'APEC aura comme l'une des tâches de définir un modèle de coopération financière dans la région asiatique,

l'internationalisation du yuan pourrait être un moyen pour les États de sortir de leur dépendance aux États-Unis.

De leur côté, les Européens poussent à l'internationalisation du yuan, Paris pourrait devenir prochainement le troisième centre européen d'opérations en yuans après Londres et Francfort-sur-le-Main, car « l'intérêt porté à la monnaie chinoise est stimulé par le besoin réel de l'économie mondiale en nouvelles monnaies de réserve. Les banques mondiales centrales ont besoin de diversifier leurs réserves budgétaires et tentent pour cela d'utiliser d'autres devises que le dollar et l'euro. D'autant plus que ces dernières années, dans le contexte de la crise, ces devises fluctuent considérablement, que ce soit dans l'économie américaine ou européenne. De nombreux pays souhaiteraient donc utiliser en tant que monnaies de réserve les devises des pays en développement rapide comme la Chine », a expliqué Iaroslav Lissovolik, économiste en chef de Deutsche Bank.

Céline Tabou

Oté

Moin lé fidèl bann sogré nout z'ansète

Matante Zélida la ékri Justin:

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj do fon dovan l'éternité,
Fransh vérité, mi trouv in pé i agas amoin avèk zot manyèr artourn viv
konm dann tan lontan. Lé vré, moin lé pa bien jenn, mé mi oi pa pou kosa
moin va artourn an aryèr... arfé tizane konm dan tan lontan, manj bann
z'afèr i pass pi dann la modèrnité, songn son kor avèk kékshoz ou i koné
fout pa koué nana anndan. L'avé in tan pou tousala! Zordi sa i pass pi
pars lé pi dann l'ord di zour, lé pi la mode, é ni vé ni vé pa zot tan la fini.
Moin, mi vé viv in manyèr modèrn, é mi souète mon famiy i viv konm moin
l'aprè viv zordi. Tok! Pran sa pou toué!*

Justin la fé pou répons:

*Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr,
Ala ké astèr, ou i tourn lo do lo valèr nout bann z'ansien, ala lo tan sak téi
guid anou dan la vi i fo anvoy fèr foute.. Poitan! Mi sort lir in n'afèr dsi
mourong é d'aprè sak moin la lir sa sé in n'afèr bien itil pou la santé
d'moun, l'alimentasyon bann marmay, in bon téknik pou rétabli la santé...
Baya dann mourong na plis dé shoz ké nou pansé ziska zordi: vitamine A,
li! Vitamine C, li! Magnéziome, li! Kalsyome li!
Figuir azot bann médsin l'imanitèr la fé in réjime avèk sa pou bann
demoun shéti, dézékilibré afors pa manj konm k'i fo. La fé in doz fèy sèk
karant gram po rétabli la santé marmay. Dann désèrtin l'androi la plant
par kou dis_kinz mil pyé mourong pou dépane in bonpé vilaz. é lo rézilta
lété sak demoun té i aspèr, é mèm plis ké sa!;. Moin pèsonèl sa i étone pa
moin, pars moin la vi soign bronshite avèk kataplas l'ékors mourong, moin
la vi bouyon déblok in konstiasyon d'ui zour, moin na sirtou dan la boush
lo gou guèp griyé lo flèr mourong; donk mi ronyé pa! Myé ksa mi rokoné la
valèr bann plant la. Moin lé fidèl bann sogré nout z'ansète. Tok! Pran sa
pou ou!*

Justin

In kozman pou la rout: "La shyas i ariv a shoval é li ropar a pyé!"... mi pans sa olé bien vré pars lé vite fé tonm dann malizé, kisoï pou la santé, kisoï pou la monaye, kisoï ankor dann la trankilité d'famiy. Mé sinploman, pou rétablir lé sjhoz i mète lontan, lontan. Pèrd travay? in néstan. Trouv travay? na dlo pou koumlé dsi l'pon. sof si na in mirak, mé in maladi i pran son tan pou alé. An prinsip lé konmsa! Mé na kant mèm l'éksépsyon... Fé shof zot koko, fé bouy zot matyèr griz, zot va trouv bann ka konmsa.